



PUBLIEZ CE QUE VOUS PAYEZ

Rapport de l'Assemblée mondiale
Citoyens, participation et pouvoir

Dakar, Sénégal, 29-31 janvier 2019



**PUBLIEZ CE QUE
VOUS PAYEZ**

Table des matières

RENFORCER NOTRE DÉTERMINATION COMMUNE	5
JOUR 1 : ÉTUDE DE LA VISION 20/2025	6
Séance plénière 1 : La transparence et l'information comme outils du changement	7
Séance plénière 2 : La participation et le pouvoir des citoyens	7
Séances parallèles : Vision 2025 - Les quatre objectifs mondiaux	8
Séance plénière 3 : Approbation de la Vision 2025	11
JOUR 2 : NOUS ÉQUIPER POUR METTRE EN ŒUVRE LA VISION 2025	12
Communication et plaidoyer : Comment mener une campagne efficace sur les médias sociaux	12
Pouvoir et participation : Défis pour l'espace civique et la participation des citoyens, et stratégies de résistance	13
Tirer parti de l'ITIE pour mener des réformes et protéger l'espace civique	14
Sexospécificité : Faire en sorte que la gouvernance des ressources naturelles prenne en compte la sexospécificité	14
Discussions sur la transparence	15
Africa Leaks et le journalisme d'investigation : Outils pour la reddition des comptes	17
Suivi des données : Donner du sens aux données et s'en servir	18
JOUR 3 : MENER LA MISE EN ŒUVRE DE LA VISION 2025	20
Renforcer notre cadre de gouvernance	20
Élections du conseil mondial	21
COMMENTAIRES DES PARTICIPANTS	22
REMERCIEMENTS	24





Renforcer notre détermination commune

Aucun d'entre nous ne travaille seul. En dépit des difficultés quotidiennes posées par la fermeture de l'espace civique, les violations des droits de l'Homme et la montée croissante des inégalités et des injustices, les membres de PCQVP et des partenaires du monde entier ont constaté leurs points communs et la solidarité qui les unit au cours de notre assemblée mondiale 2019. Tenue à Dakar au Sénégal, l'assemblée de trois jours a réuni des femmes et des hommes dévoués militant pour rendre le secteur extractif ouvert, redevable, durable, équitable et adapté à toutes les personnes. Elle a fourni une occasion unique de célébrer nos réalisations collectives et de renforcer notre mouvement mondial afin de renforcer la transparence, la participation des citoyens et la reddition des comptes.

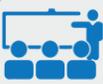
Depuis l'analyse des rapports de force et l'utilisation des données, jusqu'à la manière de protéger l'environnement ou de protéger les militants, des participants de 50 pays ont partagé un large éventail d'expériences, suscitant des idées et apprenant les uns des autres. Nous avons établi des relations plus profondes et développé notre programme collectif pour l'action et l'impact au cours des cinq prochaines années. Il est particulièrement significatif que 40 % des 250 participants fussent des femmes. Bien que ce ne soit pas encore assez, c'est un signe encourageant étant donné que le secteur de l'extraction – et parfois le militantisme qui le

concerne – omet souvent d'inclure les femmes. Cela reflète également l'un des principes clés de la Vision 2025, la nouvelle stratégie mondiale 2020-2025 de PCQVP qui promeut activement l'équité entre les sexes à tous les niveaux dans le secteur.

Au cours d'une période de 18 mois, des débats ont été tenus partout dans le monde dans lesquels de nombreux participants à l'assemblée se sont impliqués. La Vision 2025 établit quatre objectifs pour réaliser notre vision d'un monde où tous les citoyens bénéficient de leurs ressources naturelles, aujourd'hui et demain. Elle vise à rendre notre mouvement mondial plus informé, influent, entendu et connecté. Après une journée très motivante passée à étudier ces objectifs et la meilleure manière de les concrétiser, les participants ont adopté la stratégie, s'engageant à faire de cette vision une réalité en 2025.

L'assemblée a permis de confirmer qu'à une époque où la politique et les profits peuvent nuire aux modes de vie et aux droits des gens, notre travail en matière de transparence, de reddition des comptes et d'équité dans la gouvernance des ressources naturelles est plus nécessaire que jamais. Cela a aussi démontré qu'ensemble, nous disposons de la force collective suffisante pour transformer la vie des personnes touchées par l'extraction des ressources naturelles.

50  PAYS ONT ÉTÉ REPRÉSENTÉS

 **18** ENTRE SESSIONS IDÉES ET EXPÉRIENCES ONT ÉTÉ PARTAGÉES

 **4** DÉLÉGUÉES SUR 10 ÉTAIENT DES FEMMES



Jour 1

Étude de la Vision 2025

La première journée de l'assemblée a été consacrée à l'étude de la Vision 2025 et de sa mise en œuvre par le biais de conversations matinales en séance plénière et de petits groupes de travail l'après-midi, chacun analysant l'un des quatre objectifs de la stratégie. Les participants se sont réunis en séance plénière à la fin de la journée pour l'adoption officielle de la stratégie, procurant ainsi une orientation solide à notre mouvement pour les cinq prochaines années.

Séance plénière 1

Information et transparence comme outils de changement

Sous la supervision d'Ory Okolloh (Luminate) agissant à titre de président, les panélistes ont discuté des réalisations globales du mouvement pour la transparence et la reddition des comptes dans le secteur de l'extraction, mettant l'accent sur les succès et les défis des campagnes internationales pour promouvoir la transparence des revenus, le droit à l'information, la fiscalité et la justice entre les sexes, ainsi que la transparence des contrats. Nikhil Dey (campagne indienne du droit à l'information), un militant social, a expliqué les risques que les citoyens sont prêts à prendre pour avoir accès à l'information nécessaire pour demander des comptes aux entités gouvernementales. Isabel Munilla (Oxfam America) a souligné la transparence des contrats comme étant un outil essentiel et comment l'action collective de la société civile a joué un rôle clé dans la promotion de la divulgation des contrats en tant que norme mondiale. Mark Robinson (ITIE) a invité PCQVP à continuer de tirer parti des mécanismes existants promouvant la transparence, par une plus grande collaboration avec l'Initiative de Transparence des Industries Extractives (ITIE) et l'Open Government partnership (OGP). Caroline Othim (Alliance mondiale pour la justice fiscale, Kenya) a demandé à PCQVP qu'elle intègre plus amplement la justice fiscale et financière, et de s'impliquer davantage dans les cadres politiques régionaux tels que la Vision minière pour l'Afrique.

Ensemble, les intervenants ont souligné l'importance de s'assurer que la société civile continue d'avoir une place importante à la table de discussion avec les gouvernements et les entreprises, et que les besoins des citoyens soient placés au cœur des débats. Les participants ont soulevé un certain nombre de questions, notamment au sujet

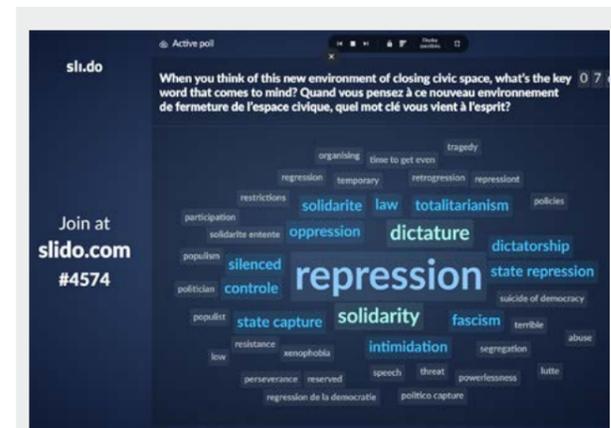
des liens entre la transparence et la reddition des comptes. Ils étaient désireux d'accroître le partage et la promotion de témoignages de réussite, et que la coalition en tire des leçons pour améliorer notre efficacité. Les participants ont également suggéré que PCQVP devrait soutenir les groupes de femmes et de jeunes dans les communautés touchées par l'extraction afin d'être plus inclusive.



Séance plénière 2

Citoyens, participation et pouvoir

Cette séance interactive a permis d'étudier la fermeture de l'espace civique et la façon d'y remédier - des défis touchant un nombre croissant de membres de PCQVP. Le groupe a discuté de la façon d'accroître la participation



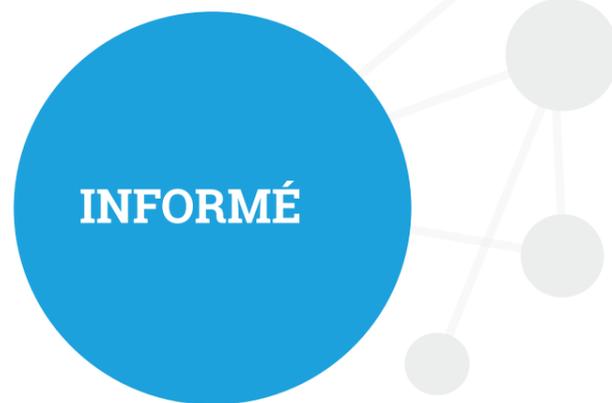
des citoyens dans le secteur extractif et d'utiliser notre pouvoir collectif pour nous protéger les uns les autres. Le président John Gaventa (Institute of Development Studies) a mis l'accent sur l'objectif stratégique de la Vision 2025 qui est de promouvoir, soutenir et défendre le droit des citoyens, en particulier les plus marginalisés, d'être impliqués dans les décisions qui les concernent. Alfredo Okenve (Center for Development Studies and Initiatives) a remarqué que l'expression « la fermeture de l'espace civique » est souvent trompeuse. Dans de nombreux pays en proie à des phénomènes de corruption dans leur secteur des ressources naturelles, la question n'est pas la fermeture de l'espace civique, puisque celui-ci n'a jamais été ouvert. Les intervenants ont convenu que le problème est plus précisément décrit comme l'élargissement des restrictions civiques. Miranda Patrucic, journalistes d'investigation (Organized Crime and Corruption Reporting Project) a mis en évidence que des militants, ainsi que des journalistes d'investigation, font face à des menaces parce qu'ils plaident pour la transparence financière et la reddition des comptes au sein des systèmes de gouvernements qui ont longtemps compté sur le secret et la répression pour se maintenir au pouvoir. Me Alioune Tine, expert indépendant des Nations Unies sur les droits de l'homme au Mali et au Sénégal, a souligné que l'augmentation de la répression contre les militants pose un défi pour la société civile, à la fois au niveau national et international : « Nos vulnérabilités communes en tant que militants sont en augmentation, mais c'est quand nous surmontons ces obstacles que nous obtenons des résultats et obtenons un changement significatif. »

Les participants à la séance ont conclu que les militants doivent reconnaître que le succès se rapporte au fait de renforcer notre pouvoir, et pas nécessairement de renforcer nos capacités. Une approche consiste à solliciter l'appui de partenaires,

tels que les responsables de l'application des lois, les journalistes d'investigation et les organismes mondiaux tels que l'ITIE. « Les membres de PCQVP ont besoin de travailler avec les journalistes, pour rendre le langage qu'ils [les membres] utilisent plus accessible aux citoyens » a observé Miranda Patrucic. Plusieurs intervenants et participants ont noté que la pression externe exercée par les partenaires était essentielle pour leurs campagnes nationales. Comme l'a fait remarquer un participant « Les corrompus s'enrichissent au moyen de nos ressources, ils ne se laisseront pas faire en restant les bras croisés ». Pour avoir un impact, les membres de PCQVP doivent rester unis et engagés dans notre résistance aux restrictions civiques, en soutenant collectivement les coalitions nationales et les partenaires lorsqu'une menace émerge.

Séances parallèles Vision 2025 - Les quatre objectifs mondiaux

Durant ces séances participatives, les participants ont étudié les quatre objectifs mondiaux de la transparence, de la participation, du plaidoyer fondé sur des données probantes et du renforcement de la coalition qui sous-tendent la Vision 2025.

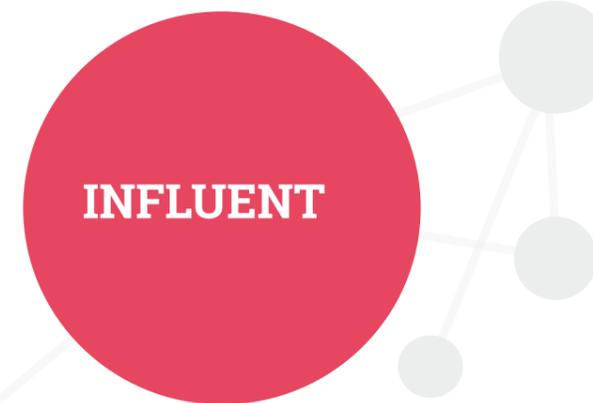


La défense et l'extension de la transparence

Nous militerons et déterminerons les informations qui doivent être dans le domaine public pour que les citoyens les utilisent.

Les participants ont noté le succès global jusqu'à ce stade de la campagne PCQVP pour la transparence des revenus des industries extractives, en particulier les paiements versés aux gouvernements par les sociétés pétrolières, gazières et minières, et le rôle critique que le mouvement mondial de PCQVP a joué à cet égard. La discussion portait sur la façon de bâtir sur ces succès et nos travaux en cours pour défendre et étendre la transparence au sein du mouvement. Les participants ont convenu que l'information est essentielle à l'amélioration de la gouvernance du secteur extractif, et pour permettre aux membres de développer des actions de plaidoyer mieux informées.

Tirer parti des succès de PCQVP en matière de transparence signifie aussi s'adapter à un monde en évolution. Les participants ont discuté des principales priorités pour les futurs travaux de PCQVP dans le domaine de la transparence, y compris dans des domaines critiques tels que la transparence des contrats, les divulgations de l'impact environnemental et social, celles de la propriété réelle et la disponibilité des données concernant la sexospécificité. À l'appui de ces appels, les participants ont convenu de se concentrer sur l'identification des informations nécessaires pour disposer de données probantes en matière de transparence, et générer ces renseignements tout en les partageant plus systématiquement avec les autres. Ils ont souligné la nécessité de renforcer les partenariats avec les médias, pour accroître l'accès à un plus large éventail d'informations.



Tirer parti de la transparence

Nous allons utiliser les informations pour créer le changement que nous voulons voir.

Étant donné qu'un nombre croissant d'informations sont disponibles sur les activités et l'impact des industries extractives, cette séance a permis d'examiner comment utiliser au mieux ces renseignements. Les participants ont partagé des bonnes pratiques et des suggestions sur la façon d'utiliser les données afin d'accroître la reddition des comptes et d'améliorer la vie des gens. Ils ont noté que, à ce jour, PCQVP avait mis l'accent sur le fait de demander et de défendre la transparence, plutôt que sur l'utilisabilité, la pertinence et la fiabilité des données elles-mêmes. À l'avenir, la qualité des données et leur utilisation par les membres doivent être une priorité.

Plusieurs suggestions visant à rendre les données plus pertinentes pour les citoyens ont été examinées au cours de la session, y compris une formation aux données et un apprentissage par les pairs, par exemple par l'intermédiaire de webinaires, de documentations et d'études de cas sur la méthodologie et les résultats de l'analyse des données. Il a été également proposé d'identifier les spécialistes existants au sein du mouvement, ainsi que des formes novatrices de partage de données, par exemple via des applis pour smartphone. Les participants ont

convenu que les données doivent être axées sur les besoins des communautés touchées. Une suggestion a été faite que PCQVP mène des campagnes fondées sur des données probantes ciblant des initiatives mondiales de développement, y compris en rapport avec les objectifs de développement durable de l'ONU.

ENTENDU

Augmenter la participation citoyenne dans la gouvernance des ressources naturelles

Nous allons promouvoir, soutenir et défendre le droit des citoyens, en particulier les plus marginalisés, d'être impliqués dans les décisions qui les concernent.

Il a été largement convenu que la capacité de PCQVP à faire entendre la voix de ses membres à des moments clés est l'un de nos atouts les plus importants. Étant donné que les restrictions sur les libertés d'expression, d'association et de rassemblement pacifique ont augmenté et que l'espace civique est de plus en plus compromis, PCQVP a mis en lumière efficacement ces questions et a réussi à mobiliser un soutien pour les militants menacés. Cependant, dans beaucoup de ces cas, nous avons été plutôt réactifs que proactifs. Bien qu'il a été convenu que beaucoup a été fait pour nous assurer que les voix de nos membres soient entendues, un travail plus systématique est nécessaire si nous voulons maintenir l'élan dans la lutte contre la limitation de l'espace civique.

Pour la suite, les participants ont convenu qu'il nous faut renforcer la qualité de notre engagement dans des initiatives mondiales telles que l'ITIE et l'OGP, qui offrent à la fois une plate-forme pour que la société civile se fasse entendre et des mécanismes de protection contre les menaces pesant sur l'espace civique. Nous avons également besoin d'utiliser des mécanismes moins étudiés, tels que le consentement libre, préalable et éclairé (FPIC) et le droit à l'information, qui ont été utilisés avec succès par la société civile dans de nombreux contextes. PCQVP doit créer des opportunités pour une plus grande diversité et un meilleur équilibre entre les sexes dans la participation aux processus décisionnels, afin de nous assurer que les expériences et les points de vue des femmes relativement au secteur de l'extraction soient pris en compte. Lors de la discussion au sujet des méthodes permettant de mieux nous faire entendre, les participants ont proposé de nombreuses stratégies créatives, depuis des programmes à la radio pour atteindre un public plus large, jusqu'à des poursuites judiciaires pour mettre au défi les sociétés et les gouvernements lorsque la participation civique est restreinte ou non respectée.

CONNECTÉ

Renforcer notre mouvement

Nous serons une coalition mondiale efficace et inclusive qui fonctionne grâce à l'action collective

Les participants ont convenu que cet objectif constitue le pilier de la Vision 2025 et est essentiel à la réalisation des trois autres objectifs. La force de PCQVP réside dans notre capacité à mobiliser les gens à travers le monde sur des questions clés et à relier les besoins locaux avec les normes et les initiatives mondiales. Mais il a été noté que, pour devenir plus percutants et efficaces, nous avons besoin d'être plus inclusifs, de promouvoir une plus grande égalité et une meilleure solidarité transfrontalière, et d'améliorer la communication à travers le mouvement, tout en apprenant de nos propres travaux et de nos actions collectives.

Les participants ont discuté de leurs travaux actuels au sujet du partage et de la diffusion des données, y compris sur les questions du changement climatique, de la propriété réelle et de la sexospécificité. Le débat a porté sur la pertinence du partage plus efficace des informations pour amplifier le soutien et renforcer les campagnes de plaidoyer. Les informations partagées par les membres de PCQVP devraient être utilisées pour atteindre les communautés marginalisées et les femmes. Pour améliorer la communication au sein du réseau et éviter la duplication des efforts, les participants ont proposé que des

personnes agissent en tant que points focaux régionaux, coordonnant les activités au sujet d'un thème précis qui leur est familier et qui les intéresse. Une autre priorité est la nécessité d'intégrer l'apprentissage dans nos campagnes de façon plus systématique, pour façonner les priorités et actions futures grâce à l'utilisation accrue des processus de suivi, d'évaluation et d'apprentissage (MEL). Travailler avec des intervenants extérieurs, au-delà de nos partenaires traditionnels, fournira une autre occasion d'augmenter notre impact, en particulier en renforçant les partenariats avec les journalistes d'investigation, les mouvements pour la justice fiscale et climatique, et les organisations féministes.

Séance plénière 3 Approbation de la Vision 2025

Les participants se sont réunis en fin de journée pour partager les commentaires formulés lors des sessions parallèles sur les quatre objectifs stratégiques. Ils ont discuté des thèmes communs et de la façon dont les objectifs se complètent, avant d'approuver officiellement la Vision 2025 avec enthousiasme, détermination et joie.





Jour 2

Nous équiper pour mettre en œuvre la Vision 2025

Communication et plaidoyer : Comment mener une campagne efficace sur les médias sociaux

Cette session a examiné les utilisations efficaces des médias sociaux et d'autres plates-formes de communication numérique pour mener des activités de plaidoyer. Victoria Ohaeri (Spaces for Change, Nigeria) a décrit son travail dans l'organisation et a partagé des enseignements sur la façon de tirer parti d'approches communes pour influencer le changement politique et social. Il s'agit notamment de cibler les publics concernés, d'élaborer des messages et des appels à l'action clairs, ainsi que de créer

un ton engageant en ligne pour atteindre un auditoire plus large. Les participants ont également discuté du fait de partager les plates-formes de médias sociaux de différents pays, par exemple, par l'utilisation des hashtags et en créant des comptes conjoints, pour renforcer le plaidoyer sur des questions communes à l'échelle du secteur extractif. Plusieurs personnes ont exprimé des préoccupations au sujet des risques potentiels que présentent les autorités pour les campagnes de plaidoyer, ainsi que d'autres concernant la sécurité numérique, y compris le piratage et la fermeture des sites Web et de comptes de médias sociaux, ce qui pourrait nuire à l'espace civique. La séance a mis en évidence la nécessité que les membres de la coalition perfectionnent leurs compétences – en particulier rédactionnelles – pour accroître leur impact lors de l'utilisation des médias sociaux. Les discussions ont souligné l'importance d'utiliser les médias sociaux comme un outil de communication efficace pour le plaidoyer, même lorsque les ressources sont limitées.



Pouvoir et participation : Défis à l'espace civique et la participation des citoyens, et stratégies de résistance

Cet atelier en deux parties, dirigé par John Gaventa (Institute of Development Studies), a procuré aux participants un cadre d'analyse des différents types de pouvoir et a permis d'expliquer comment ceux-ci façonnent la participation de la société civile dans la gouvernance des ressources naturelles.

• Partie 1 : La dynamique du pouvoir et de la participation : le concept « Powercube »

Cette partie de la séance a permis de présenter le « cadre « Powercube » pour l'analyse des niveaux de pouvoir (international, régional, local, foyer), ses espaces (fermé, invité, réclamé) et ses formes (visible, invisible, caché), et leurs interrelations. Le cadre procure à PCQVP et à ses membres un outil précieux pour l'élaboration de stratégies de plaidoyer et l'identification de points d'entrée pour l'action : sur quels morceaux du cube devons-nous travailler ?

• Partie 2 : Fermeture de l'espace civique

Les participants ont étudié les approches des membres – réactives et proactives – quant aux défis tels que l'accès à l'information, la non-conformité au protocole de la société civile de l'ITIE, la manipulation par des parties prenantes puissantes, l'autocensure et l'espace civique restreint. Ils ont utilisé le cadre Powercube pour comprendre les dynamiques de pouvoir en jeu dans leurs contextes, et comment y répondre efficacement, avant d'examiner la façon de mieux utiliser des initiatives mondiales telles que l'ITIE et l'OGP pour protéger l'espace civique.

Les participants ont convenu que la société civile a besoin d'établir une stratégie et une campagne de plaidoyer communes afin de résoudre les problèmes concernant l'espace civique en s'impliquant à tous les niveaux de pouvoir. La solidarité est un outil puissant pour la création et la protection de l'espace civique. Il est également important de :

- s'engager auprès des gouvernements sur une approche à long terme pour garantir cet espace.
- s'engager directement auprès des entreprises sur le consentement préalable, libre et éclairé
- impliquer l'ONU sur les questions liées à l'espace civique
- assurer le renforcement des capacités des OSC sur les questions des droits de l'Homme, car de nombreuses personnes ignorent leurs droits
- utiliser des moyens légaux pour remettre en question les politiques et les législations limitant l'espace civique
- créer des mécanismes pour améliorer la mobilisation et la solidarité parmi les membres et les coalitions ainsi qu'avant, pendant et après les crises - y compris une plate-forme où les militants peuvent partager leurs préoccupations et leurs questions.



Tirer parti de l'ITIE pour mener des réformes et protéger l'espace civique

Animée par Tatyana Sedova, coordonnatrice de l'ITIE à PCQVP, cette session a abordé les réalisations de la société civile et les leçons de la participation à l'Initiative de Transparence

des Industries Extractives (ITIE) et de sa mise en œuvre. En particulier, elle visait à encourager la transparence des contrats et la divulgation de la propriété réelle, et à utiliser l'initiative comme un canal pour sécuriser l'espace civique. Les participants ont examiné comment ces réussites et défis peuvent informer l'approche future de la société civile quant aux enjeux politiques, par exemple l'intégration des rapports ITIE, l'égalité des sexes, le négoce des produits de base et la divulgation des effets environnementaux et sociaux - en particulier à la veille de la conférence mondiale de l'ITIE en 2019.

La société civile doit maintenant identifier les nouvelles informations qui sont requises, comment nous allons les utiliser et pour quoi - et nous devons reconnaître notre responsabilité d'utiliser les informations. Nous devrions renforcer les incitations pour que les parties intéressées respectent les lois et les engagements, et forment des alliances avec d'autres acteurs (tels que les investisseurs et les institutions internationales) pour surmonter les lacunes de la mise en œuvre. PCQVP doit s'assurer que l'information divulguée est utilisée par la société civile pour le plaidoyer, et par les décideurs. Le mouvement doit aussi aider les membres à se préparer pour le processus d'intégration de l'ITIE, y compris l'identification des stratégies pour atténuer les risques liés à l'affaiblissement de notre rôle de surveillance. Nous devons aussi continuer à explorer la façon de lier l'ITIE à des questions telles que la transition énergétique vers une économie faible en carbone.



Rendre la gouvernance extractive sensible au genre

Cette séance, animée par Esther Ekoue (Oxfam Afrique de l'Ouest), a présenté aux participants une méthodologie appelée Gender Action Learning (GAL), y compris un cadre pour cartographier comment le changement se produit au niveau individuel et systémique dans des contextes formels et informels. Cette analyse du pouvoir a fourni un cadre pour que les participants analysent leur expérience, comprennent les obstacles à la participation des femmes dans la gouvernance des ressources naturelles, et identifient des approches pour remédier à ces obstacles. Les participants ont exploré les nuances du pouvoir invisible et caché, pour analyser qui a de l'influence dans quels contextes, et comment les décisions sont prises. Une telle cartographie informera le programme du secrétariat de PCQVP au sujet de la sexospécificité. Les idées cartographiées dans le cadre comprenaient le plaidoyer pour intégrer l'égalité entre les sexes dans les lois nationales et la mise en œuvre ; les crédits budgétaires pour répondre aux besoins spécifiques des femmes ; le renforcement de l'engagement de PCQVP auprès des organisations de défense des droits des femmes, et le renforcement des

capacités des femmes et des hommes dans les communautés et les instances de décision pour comprendre la dynamique du pouvoir qui entrave la participation des femmes à la prise de décisions.

Les intervenants ont également partagé les résultats clés des projets soutenus par Oxfam en Afrique de l'Ouest et PCQVP. Hannah Koranteng a décrit son travail au Ghana pour soutenir les femmes dans les communautés affectées par l'exploitation minière pour inciter le gouvernement local à prendre en compte leurs besoins. Aicha Barry (Guinée) et Françoise Piouparre (Burkina Faso) ont partagé les premiers résultats du projet pilote PCQVP sur l'égalité des sexes et la mise en œuvre de l'ITIE au Sénégal, en Guinée et au Burkina Faso - y compris la faible participation des femmes dans les groupes multipartites de l'ITIE et les coalitions PCQVP elles-mêmes. Le groupe a approuvé un effort concerté de plaidoyer destiné au conseil international de l'ITIE afin de s'assurer que les révisions de la norme ITIE prennent en compte des considérations sexospécifiques sur la participation, la divulgation de données et la diffusion des informations.

Africa Leaks et le journalisme d'investigation : Outils pour la redevabilité

Animée par les journalistes et experts des médias Hamadou Tidiane Sy (Ouestaf/ West Africa Leaks) et Miranda Patrucic (Organized Crime and Corruption Reporting Project), cette session a permis d'examiner la manière dont la société civile peut utiliser de révélations des enquêtes journalistiques au sujet des actes répréhensibles commis par les sociétés et les gouvernements. Elle a permis d'examiner ce que les membres de PCQVP peuvent apprendre des journalistes d'investigation, comment la société civile

peut appuyer le travail des journalistes, et comment ils peuvent ensemble unir leurs forces pour faire face à des défis de plus en plus nombreux tout en conservant leur indépendance. L'importance des journalistes en tant qu'acteurs dans la société a été mise en évidence, en particulier sur la question de la transparence.

Pour obtenir un impact maximal, la société civile devrait travailler avec des journalistes spécialisés dans des genres appropriés : enquêtes, contrôle des faits et utilisation de données. Ces approches suscitent plus d'intérêt pour un sujet que de simplement se contenter de couvrir des événements, bien que cela exige davantage des journalistes. La séance a confirmé la nécessité d'une collaboration renforcée entre les journalistes et les organisations de la société civile, tout en confirmant le respect de PCQVP pour l'indépendance des journalistes en tant que partenaires qui peuvent influencer les politiques aux côtés de la société civile. Les journalistes participants ont proposé de mettre sur pied un réseau de journalistes s'articulant autour de PCQVP, pour fournir un accès à une grande quantité de documents de référence (par ex. Panama Papers et West Africa Leaks).



Conversations autour de la transparence

Six membres de PCQVP ou partenaires ont chacun étudié une question pertinente pour la communauté PCQVP mondiale dans cette série de débats de 10 minutes. Suivis d'une brève séance de questions/réponses, les débats visaient à encourager les participants à mener des actions de suivi sur des sujets d'intérêt ou une éventuelle collaboration pendant et au-delà de l'assemblée mondiale.



Les minéraux comme héritage partagé : Repenser la malédiction des ressources

Rahul Basu de la Goa Foundation en Inde a soutenu que les minerais doivent être conservés dans le sol jusqu'à ce qu'ils puissent être extraits sans perte de valeur due à la corruption ou à la mauvaise gestion. S'éloignant de l'approche classique considérant les redevances comme des revenus, la Goa Foundation a défini quelques principes de campagne clairs. Rahul a livré un message fort à la société civile et aux gouvernements selon lequel il devrait exister « zéro perte » quand il s'agit de l'extraction minière, parce que les ressources naturelles

sont un héritage partagé qui appartient également aux générations futures. Un débat animé a suivi à propos de la mesure dans laquelle les investissements réalisés au moyen des revenus tirés de l'exploitation minière dans les soins de santé et l'éducation sont en conformité avec le concept d'équité entre les générations.



ITIE et sexospécificité : les leçons et les possibilités de notre projet pilote en Afrique de l'Ouest

Marieme Mbacké de PCQVP Sénégal a livré un aperçu du projet pilote de PCQVP étudiant la façon de rendre la mise en œuvre de l'ITIE et le mouvement PCQVP plus sensibles à la sexospécificité en Afrique de l'Ouest. Alors que le projet pilote entre dans sa deuxième année, Marieme a partagé les enseignements clés et les opportunités pour le mouvement de PCQVP s'agissant de promouvoir l'inclusion des femmes dans l'ordre du jour de la transparence et de la reddition des comptes de l'industrie extractive. Elle a mis en avant la branche de Saint-Louis de PCQVP Sénégal où les femmes jouent un rôle actif pour s'assurer que leurs préoccupations sont entendues par les décideurs locaux, puisque leurs moyens

de subsistance, liés à l'industrie de la pêche, seront touchés par la production imminente de pétrole et de gaz.

La transparence et la "fiscalité"

Jason Braganza, du Tax Justice Network Africa, a lié les problèmes émergents de la fiscalité à la discussion mondiale sur les flux financiers illicites et à l'appel lancé aux multinationales pour qu'elles paient leur juste part d'impôt. Il a contesté le récit que les pays en voie de développement perdent de la richesse en raison uniquement de la faiblesse de leurs institutions, faisant valoir que de telles pertes sont facilitées par des pratiques fiscales qui permettent à l'argent d'être déplacé à l'étranger et détenu de façon anonyme. Jason a encouragé les participants à faire pression pour une plus grande transparence – des contrats, des revenus et des dépenses dans le secteur extractif- pour faciliter l'analyse et l'élaboration de politiques fondées sur des données probantes, terminant par un appel fort lancé au gouvernement pour qu'il fasse preuve de leadership s'agissant d'introduire des changements significatifs.

Propriété réelle : défis et opportunités

PCQVP Mongolie est l'un des plus grands militants de la coalition mondiale œuvrant pour la divulgation publique de la propriété réelle. Chimgee Dashdorj a souligné l'omniprésence continue de la corruption dans le secteur minier en Mongolie, en particulier dans le domaine des licences et de la négociation des contrats, ainsi que dans l'approvisionnement et la gestion de l'entreprise minière d'État. Les demandes de la société civile en faveur de la divulgation publique de la propriété réelle dans le cadre de la mise en œuvre de l'ITIE sont une première étape critique pour dénoncer et contester cette corruption, mais elles sont à l'origine d'une vive réaction de l'élite. Les OSC s'inquiètent du fait que le gouvernement

considère l'intégration de l'ITIE comme un moyen d'affaiblir le potentiel de l'initiative à mettre en place des réformes significatives dans le pays.



PCQVP et la Vision minière pour l'Afrique

Mutuso Dhliwayo, président du comité de pilotage de l'Afrique PCQVP, a présenté les objectifs de la Vision minière pour l'Afrique (VMA), adoptée par les chefs d'État africains en 2009. Maintenant dans sa 10e année, la VMA est l'une des priorités actuelles du comité. Mutuso a expliqué la pertinence de la Vision pour la gouvernance du secteur minier en Afrique, et la nécessité pour les gouvernements de la transposer dans les politiques et pratiques nationales. Il a noté le rôle important que les coalitions PCQVP en Afrique peuvent jouer dans la mise en place de la VMA en faisant campagne pour sa mise en œuvre aux niveaux national et régional, y compris par l'intermédiaire de la transparence des contrats et des recettes, ainsi que dans la protection des droits des citoyens de participer à la gouvernance des ressources naturelles.

Les coûts environnementaux et sociaux de la production de pétrole et de gaz au Liban

Diana Kaissy (LOGI) a étudié les répercussions environnementales et sociales de l'extraction. Elle a expliqué comment la société civile au Liban travaille alors que la production de pétrole et de gaz démarre afin de s'assurer que les risques environnementaux soient suffisamment pris en compte et que les communautés affectées soient impliquées de façon significative par le gouvernement. Soutenue par PCQVP, LOGI a déployé des efforts qui ont permis que le gouvernement approuve une mise à jour

TOUS LES DÉBATS PCQVP SUR LA TRANSPARENCE SERONT DISPONIBLES EN LIGNE SUR

www.pwyp.org/pwyp-news/transparency-talks-2019/

Suivi des données Donner du sens aux données et s'en servir

Ces deux sessions consécutives, animées par Cédric Lombion et Katelyn Rogers de la School of Data, a permis de contextualiser les quantités croissantes d'informations sur les activités d'extraction qui deviennent disponibles grâce à une série de divulgations. Les participants ont entendu des témoignages sur la façon dont les données ont été utilisées (ou non), avant un examen des problèmes spécifiques que les données peuvent aider à résoudre. Cela a permis aux participants de comprendre le processus d'identification des données pour traiter les problèmes et réfléchir sur les défis qui pourraient être relevés avec des données.

Le caractère dynamique des discussions de groupe a reflété un fort désir de collaboration après la conférence. Les participants ont considéré les données comme jouant un rôle essentiel en donnant de la crédibilité

aux efforts de plaidoyer. L'importance des données existantes de l'ITIE était claire, mais les participants ont jugé leur utilisation limitée par la nécessité d'améliorer leur qualité et leur accessibilité. Un thème récurrent était la façon dont différentes coalitions recueillent des données et communiquent des renseignements aux populations touchées. Pour renforcer l'utilisation future des données, les participants ont suggéré la création d'un groupe de travail informel sur les données pour les membres de la coalition intéressés par leur utilisation. Le secrétariat de PCQVP pourrait agir en tant que centre de connaissances, de manière à permettre aux

membres d'apprendre d'autres coalitions et de collaborer de façon plus poussée. Plusieurs participants se sentaient freinés, en ne sachant pas ce sur quoi les diverses coalitions souhaitent travailler, et quelles expertise et expérience elles ont à partager. Un groupe a reconnu le besoin d'outils pour les aider à répondre à la question « Extraire ou ne pas extraire ? », y compris des questions telles que : Si la communauté ne veut pas de l'extraction, doit-elle être proscrite ? Le pays en a-t-il besoin ? Les ressources seront-elles exportées ? Comment les moyens de subsistance et l'agriculture seront-ils impactés par l'extraction ?





Jour 3

Mener la mise en œuvre de la Vision 2025

Renforcer notre cadre de gouvernance

Le dernier jour de l'assemblée mondiale a permis d'étudier les réalisations et les défis depuis la précédente en 2016, et a placé l'accent sur le renforcement de notre gouvernance pour nous assurer de fonctionner de façon efficace et transparente, et d'être utiles en tant que mouvement mondial. Des exposés présentés par Elisa Peter, directrice exécutive de PCQVP, et par Suneeta Kaimal, présidente sortante du conseil mondial, ont dressé le profil des activités de campagne de PCQVP, de la gouvernance et des activités du secrétariat sur la période 2016-2018. Dupleix Kuenzop, représentant du conseil mondial issu du Comité de pilotage pour l'Afrique, a présenté des mises à jour au sujet du manuel de gouvernance qui ont été adoptées.



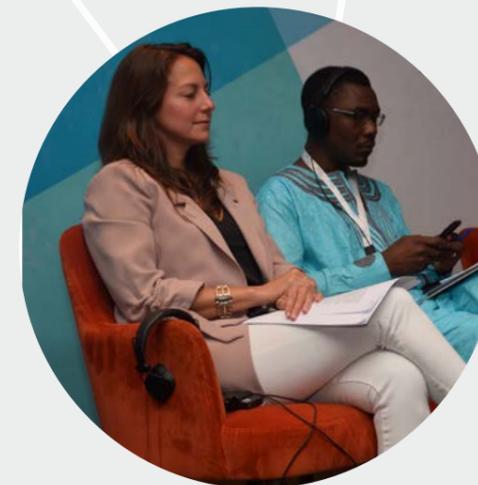
Élections du Conseil mondial

L'assemblée mondiale s'est alors divisée en caucus régionaux, où les candidats pour le conseil mondial se sont eux-mêmes présentés, et chaque région a élu son nouveau représentant au conseil. Deux représentants d'organisations de portée mondiale ont également été élus après s'être présentés eux-mêmes à l'ensemble de l'assemblée. Les nouveaux membres du conseil mondial sont :

- Afrique anglophone - Chenai Mukumba (Zambie) - Président
- Afrique francophone - Abdou Mariatou Amadou (Niger)

- Eurasie - Aigul Sultanova (République kirghize)
- Amérique latine - Athayde Mota (Brésil)
- Moyen-Orient et Afrique du Nord - Adnan Bahya (Irak)
- Asie-Pacifique - Chadwick Llanos (Philippines)
- Europe et Amérique du Nord - Miles Litvinoff (R.-U.)
- Portée mondiale - Isabel Munilla (Oxfam America)
- Portée mondiale - Joseph Williams (Institut de gouvernance des ressources naturelles).

Avis des participants à l'assemblée mondiale PCQVP 2019



Des commentaires sur l'assemblée mondiale ont été recueillis au moyen d'un questionnaire. Sur la base des réponses recueillies auprès de 101 participants, la satisfaction globale a été très élevée, atteignant 8 sur 10 (10 correspond à « extrêmement satisfait »). Les aspects de l'assemblée que les participants ont trouvés les plus utiles sont :

- les séances de renforcement des capacités
- l'occasion de réseautage et de partage d'expériences avec d'autres membres et les journalistes
- l'accent mis sur l'égalité des sexes
- notre adoption de la Vision 2025.

Les séances ayant attiré le plus de participants furent les débats sur la transparence animés par plusieurs orateurs, ceux sur le suivi des données animés par la School of Data, ainsi que la séance sur le pouvoir animée par le professeur John Gaventa.

Les participants ont suggéré un nombre moindre de séances avec des conversations plus poussées, avec plus de possibilités d'interagir et de collaborer avec les autres. Il a été suggéré que PCQVP étudie aussi la possibilité de diffuser les séances pour ceux qui ne pourront y assister.

Acknowledgements

A big thank you to PQCVP Senegal for hosting our Global Assembly this year and to the following organisations, without whom this Global Assembly would not have been possible:

Ambassade de Suisse au Sénégal
Danida
Ford Foundation
Friedrich Ebert Foundation
GIZ
Global Witness
Heinrich Böll Foundation
International Renaissance Foundation
Luminate
NRGI

Open Society Foundation
OSIEA
OSISA
OSIWA
OSF Mongolia
Oxfam America
Sigrid Rausing Trust
Soros Foundation Kazakhstan
Swissaid
William and Flora Hewlett Foundation





**PUBLIEZ CE QUE
VOUS PAYEZ**

Email: info@pwyp.org

 [@PWYPtweets](https://twitter.com/PWYPtweets)

 www.facebook.com/PublishWhatYouPay

www.pwyp.org

© PUBLISH WHAT YOU PAY 2019

PUBLISH WHAT YOU PAY IS A REGISTERED CHARITY (REGISTERED CHARITY NUMBER 1170959)
AND A REGISTERED COMPANY IN ENGLAND AND WALES (NO. 9533183).